

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE
d'AUSSAC-VADALLE
CHARENTE

L'an deux mil neuf le vingt et un juillet à dix-huit heures trente le conseil municipal d'Aussac-Vadalle dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Gérard LIOT Maire.

Nombre de Conseillers :

en exercice 11

présents 8

Votants 8

Date de convocation du conseil municipal : le 07 juillet 2009

Présents: M. LIOT, Mme GLEMAIN, M. VIART, Mme BIRONNEAU, Mme GUILBAUD, Mme COUSSAUD, M. MONTASSIER, M. BRUNET

Absents : M. LEGEAY, M. PARTHONNEAU, Mme TUILLIERE

OBJET :

Mme GUILBAUD a été élue secrétaire de séance

Biens sans maître : parcelle
E 1024

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles l'article L.1123-1 et L.1123-2
Vu le code civil, notamment son article 713

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens. Il expose que le propriétaire de la parcelle E 1024 est décédé en 1974, il y a plus de 30 ans. Il a par ailleurs obtenu des services cadastraux, l'assurance que le dernier propriétaire est bien Monsieur BIGOT Gustave, décédé le 09 juillet 1974.

Cette parcelle revient à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal a décidé d'exercer ses droits en application des disposition de l'article 713 du code civil pour les raisons suivantes : cette parcelle a fait l'objet d'un droit de préemption en date du 28 novembre 2007 en vue de réaliser un bâtiment communal destiné aux services techniques.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Fait et délibéré les mêmes an,
mois et jour que ci-dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme
Le Maire

Gérard LIOT

